

**PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR 6 DES TRANSPORTS EN HAÏTI - III**  
**GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES**  
**TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)**  
**FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)**  
**ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3085/GR – HA**  
**ÉTATS FINANCIERS**

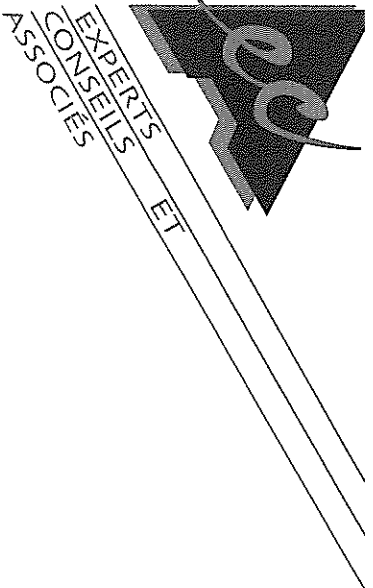
**Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021**

**PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - III**  
**GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES**  
**TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)**  
**FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)**  
**ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3085/GR – HA**  
**ÉTATS FINANCIERS**

**Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021**

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>Pages</u></b>
<b>Lettre d'Accompagnement et Résumé</b>	
Description du Programme	1 – 3
Objectifs et Étendue de l'Audit	4 – 7
Résultats de l'Audit	7 – 9
<b>États Financiers</b>	
Rapport des Auditeurs Indépendants	10 – 13
États des Flux de Trésorerie	14
États des Investissements Cumulés	15
Notes afférentes aux États Financiers	16 – 24
<b>Annexe I</b> – État des Soldes Budgétaires	
<b>Annexe II</b> – Réconciliation des registres comptables avec l'«OPS»	
<b>Annexe III</b> – Équipements et Matériels	
<b>Annexe IV</b> – Tableau des Engagements	
<b>Structure de Contrôle Interne</b>	
Rapport des Auditeurs Indépendants	25 – 27
Relevé des Faiblesses Constatées	28 – 35
Suivi des Recommandations de l'Exercice Antérieur	36 – 38
<b>Lettre de Représentation de l'UCE-MTPTC</b>	



**PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - III**  
**GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES**  
**TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)**  
**FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)**  
**ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3085/GR – HA**  
**ÉTATS FINANCIERS**  
**Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021**

Le 21 janvier 2022,

Monsieur Gaëtan Youance, Ing.  
Coordonnateur  
Unité Centrale d'Exécution (UCE)  
Ministère des Travaux Publics, Transports et  
Communications (MTPTC)  
En ses bureaux  
Port-au-Prince, Haïti

Monsieur le Coordonnateur,

Ce rapport présente les résultats de notre audit des états financiers du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti - III, géré par l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 3085/GR – HA, qui sont composés de: l'État des Fonds Reçus et Décaissements Effectués pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021, de l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2021, ainsi que d'un résumé des principales conventions comptables importantes et tous autres renseignements explicatifs du Programme. La Direction de l'Unité Centrale d'Exécution du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (UCE-MTPTC) est responsable de ces états financiers.

**I. DESCRIPTION DU PROGRAMME**

Le 18 février 2014, le Gouvernement de la République d'Haïti et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ont signé le contrat de Financement non Remboursable No. 3085/GR-HA, d'un montant de US \$ 50, 000,000 en vue de financer le Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti – III, sur une période de cinq (5) ans. La date du dernier décaissement, telle qu'amendée est prévue pour le 15 mars 2022.

Le Programme est géré par l'Unité Centrale d'Exécution (UCE), une cellule technique du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC).

Le Projet a pour objectif principal de contribuer à l'amélioration de la connectivité entre les différentes régions du pays, en réduisant les coûts de transport et les temps de parcours, promouvant ainsi l'intégration régionale et internationale et le développement économique. Les objectifs spécifiques du Projet sont : (i) la réhabilitation et l'amélioration du tronçon routier Ennery-Plaisance de la RN-1 ; (ii) l'entretien du tronçon réhabilité pendant deux (2) ans après l'achèvement des travaux ; (iii) l'amélioration des conditions de sécurité routière sur la route, réduisant le risque d'accidents impliquant des véhicules et des piétons ; (iv) le revêtement des principales rues des bourgs ; et (v) le renforcement institutionnel du secteur du transport en Haïti. Pour atteindre les objectifs décrits ci-dessus, le Projet comporte les quatre (4) composantes suivantes:

- **Composante 1: Travaux publics et entretien.**

Cette composante dont le budget est estimé à **US \$ 30, 960,000**, financera :

- La réhabilitation et l'amélioration du tronçon routier Ennery-Plaisance de la RN-1 ;
- L'entretien de ce tronçon pendant deux (2) ans après l'achèvement des travaux ;
- L'application d'un plan d'action pour la compensation et la réinstallation.

- **Composante 2 – Gestion, suivi et supervision**

Le budget alloué à cette composante est estimé à **US \$ 8, 170,000**. Ce financement appuiera trois (trois) types d'activités :

- La gestion des travaux par l'UCE-MTPTC ;
- La supervision des travaux par une firme de consultation ;
- Le suivi, l'évaluation et les audits financiers et environnementaux.

- **Composante 3 – Pavage urbain à haute intensité de main-d'oeuvre**

Cette composante dont le budget est estimé à **US \$ 8,390,000** financera :

- Le revêtement des rues principales de bourgs (maximum 5,000 résidents) et entend employer la population et des firmes locales. La participation des femmes sera encouragée.
- Le contrôle de la poussière dans les principales rues des bourgs par l'application d'abat-poussière avec comme objectif de réduire l'exposition de la population locale à la poussière. Le projet sera réalisé dans environ vingt (20) bourgs à être désignés par le Gouvernement d'Haïti.

• **Composante 4 – Renforcement institutionnel et sécurité routière**

Le budget alloué à cette composante est estimé à US \$ 2,480,000 et appuiera cinq (5) types d'activités

- Les plans d'ingénierie et les études d'impact social et environnemental pour des opérations futures;
- L'équipement pour l'entretien pour les Directions Départementales;
- La ligne de base de la sécurité routière sur la RN-1;
- La campagne de communication sur la sécurité et un programme de prévention du VIH.

Le coût total du programme s'élève à **cinquante millions de dollars américains (US \$ 50,000,000)** et est financé sur les ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque. Un récapitulatif des coûts ventilés est présenté dans le tableau ci-dessous:

<b>Composantes</b>		<b>Budget alloué - BID</b>
<b>1.- Travaux publics et entretien</b>	<b>\$</b>	<b>30,960,000</b>
1.1 Travaux publics		29,360,000
1.2 Entretien routier		-
1.3 Atténuation sociale et environnementale		1,600,000
<b>2.- Gestion, suivi et supervision</b>	<b>\$</b>	<b>8,170,000</b>
2.1 Gestion UCE		1,385,000
2.2 Firme de supervision		6,085,000
2.3 Suivi		420,000
2.4 Évaluations		90,000
2.5 Audits financiers		190,000
<b>3.- Pavage urbain haute intensité de main-d'oeuvre</b>	<b>\$</b>	<b>8,390,000</b>
3.1 Pavage urbain		7,570,000
3.2 Programme contrôle de la poussière		820,000
<b>4.- Renforcement institutionnel et sécurité routière</b>	<b>\$</b>	<b>2,480,000</b>
4.1 Plans d'ingénierie et études		950,000
4.2 Équipement d'entretien direct - Départ		800,000
4.3 Ligne de base sec. route RN1		530,000
4.4 Campagne de communication		50,000
4.5 Intégration femmes / prévention du VIH		1,500,000
<b>TOTAL</b>	<b>\$</b>	<b>50,000,000</b>

## II. OBJECTIFS ET ÉTENDUE DE L'AUDIT

Notre mandat consistait à réaliser l'audit des états financiers Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti – III, financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 3085/GR – HA et géré par l'Unité Centrale d'Exécution du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (UCE-MTPTC), afin d'exprimer une opinion professionnelle sur l'État des Fonds Reçus et Décaissements Effectués pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021 et l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2021.

L'audit a été effectué conformément aux Normes Internationales d'Audit (NIA) et aux Directives pour la préparation des rapports financiers et des Audits Externes des Opérations Financées par la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Ces normes exigent: (i) que l'audit soit planifié et réalisé pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'erreurs importantes; (ii) un examen, sur des bases sélectives, des preuves qui appuient les chiffres et les données contenues dans les états financiers; (iii) une évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par l'Unité Centrale d'Exécution (UCE), ainsi qu'à évaluer la présentation générale des états financiers.

Les objectifs spécifiques de l'audit étaient les suivants :

**A.** Exprimer une opinion sur l'État des Fonds Reçus et Décaissements Effectués, pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021 et l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2021 du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti – III, géré par l'Unité Centrale d'Exécution du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (UCE-MTPTC) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), dans le cadre de l'Accord de Financement Non Remboursable No. 3085/GR-HA et déterminer si les états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, les transactions effectuées sur ces fonds, conformément aux dispositions de l'Accord de Financement et aux principes comptables applicables.

**B.** Analyser et évaluer le système de contrôle interne, afin de bien comprendre les politiques et procédures de contrôle pour déterminer si ces politiques et procédures sont appropriées et ont été appliquées. Cette évaluation comprend, entre autres, les aspects suivants: (i) la capacité institutionnelle de l'organisme concernant les ressources humaines, matérielles et du système d'information; et (ii) le système comptable utilisé, et (iii) les politiques et procédures permettant à l'Unité Centrale d'Exécution d'enregistrer, traiter, résumer et publier des données financières conformes aux informations publiées dans chaque compte des états financiers.

**C.** Identifier les déficiences spécifiques et les zones de faiblesses dans les systèmes et contrôles, puis formuler des recommandations pour leur amélioration.

- D.** Effectuer des sondages afin de déterminer si l'UCE du MTPTC a respecté, à tous égards importants, les termes de l'Accord de Financement et les Lois et Règlements Applicables, incluant les clauses de nature financière et comptable. Les cas importants de non-conformité et toutes les indications d'actes illégaux identifiés devront être reportés.

- E.** Effectuer le suivi des recommandations de l'audit antérieur.

## **PROCÉDÉS D'AUDIT MIS EN OEUVRE**

Nous énumérons ci-après certains des procédés d'audit que nous avons mis en œuvre pour vérifier si les fonds décaissés ont été correctement comptabilisés et utilisés, conformément aux termes et objectifs fixés dans l'Accord de Financement ainsi qu'aux Lois et Règlements applicables:

### **Système et registres comptables**

- Nous avons évalué la capacité du système comptable à produire des informations opérationnelles, financières et comptables, à se conformer aux exigences de la Banque et à présenter les rapports financiers par source de fonds et par catégorie budgétaire.
- Nous nous sommes assurés que tous les justificatifs nécessaires, registres et comptes sont maintenus pour toutes les activités et dépenses du Programme et que les paiements sont enregistrés en temps opportun dans la comptabilité du Programme.
- Nous nous sommes assurés que le système d'archivage comptable du Programme est adéquat et permet une localisation efficace de la documentation relative aux paiements.

### **Retrécées de fonds/Encaissements**

- Nous avons confirmé le total des financements décaissés ou payés directement par la BID durant l'exercice terminé au 30 septembre 2021.
- Nous avons concilié les valeurs confirmées avec les registres comptables de l'Unité Centrale d'Exécution.
- Nous avons réconcilié le total des financements décaissés avec les mouvements de fonds retracés au compte désigné du Programme.

### **Dépenses de Programme/Décaissements**

- Nous avons révisé les dépenses de projet sur base de sondages pour nous assurer qu'elles sont conformes aux termes du contrat de financement signé entre la BID et le Gouvernement Haïtien.

- Nous avons vérifié que les paiements sont adéquatement enregistrés au système comptable du programme et aux registres financiers, selon des autorisations appropriées, sur la base de documents justificatifs adéquats, par catégorie d'investissement correspondant au budget de l'Accord de Financement;
- Nous avons examiné la documentation d'appui aux paiements retracés au niveau des requêtes justificatives et des requêtes de paiement direct afin de nous assurer de sa fiabilité et de son adéquation par rapport aux montants relatifs aux investissements ou dépenses de programme.
- Nous nous sommes assurés que les paiements effectués dans les cas des contrats de construction et de supervision sont en accord avec les clauses contractuelles.
- Nous avons révisé les procédures d'achat dans le cas des dépenses administratives afin de nous assurer qu'elles sont conformes à de saines pratiques commerciales – qu'elles soient compétitives ou non, que des prix raisonnables ont été obtenus, et que des contrôles efficaces ont été mis en place pour garantir la qualité et les quantités reçues ;
- Nous révisé les rapports d'avancement des travaux des firmes de supervision afin de nous assurer du respect des délais de finition des travaux ;
- Nous nous sommes assurés que les paiements déjà déterminés inéligibles par la Banque n'ont pas été imputés au financement de la BID et n'ont pas été justifiés comme dépenses de programme.

### **Passation de marchés**

- Nous avons vérifié l'efficacité des contrôles dans le processus de passation de marchés et de paiement de services durant la période. La révision du processus de passation de marchés couvre les étapes suivantes: lancement du marché, publication, analyse, attribution, négociation, signature du contrat, demande de Non Objection, exécution et paiement.
- Nous nous sommes assurés que les biens, travaux et services financés ont été acquis, en conformité avec les Politiques et Procédures de Passation de Marchés de la Banque ou autres Procédures acceptables pour la Banque Interaméricaine de Développement (BID).
- Nous avons vérifié que pour tous les paiements effectués, les contrats respectifs étaient prévus au Plan de Passation de Marchés (PPM) et que les paiements prévus au contrat signé ont été réalisés conformément aux dispositions prévues à cet effet.
- Nous nous sommes assurés que le dossier de passation de marchés relatif à un paiement contient la documentation requise qui correspond au type de passation de marchés, conformément aux Politiques de Passation de Marchés de la BID et que l'archivage des dossiers est ordonné et permet une localisation efficace de la documentation relative au processus.



### **Honoraires des consultants**

- Nous avons révisé les procédures de sélection des consultants et leur conformité aux normes prescrites par la BID.
- Nous avons révisé, sur base de sondages, les contrats signés avec les consultants, afin de nous assurer de la conformité des paiements effectués avec les termes des contrats, particulièrement en matière de soumission de rapports et du respect des termes de l'Accord.

### **Généralités**

- Nous avons discuté avec les personnes ressources impliquées dans la gestion du Programme afin d'acquérir des connaissances sur les aspects techniques et opérationnels importants.
- Nous avons évalué le système de contrôle budgétaire du Programme et effectué une comparaison des dépenses avec les affectations budgétaires indiquées dans l'Accord de Financement.
- Nous avons évalué les procédés utilisés aux fins de la préparation des demandes de justification de fonds qui sont présentées à la BID et déterminé si ces procédés donnent lieu à des requêtes de décaissements précises, appropriées et présentées en temps opportun.
- Nous avons révisé les éléments constituant le solde des avances en attente de justification, y compris les montants présentés au niveau des réconciliations des comptes bancaires et les dépenses effectuées non encore soumises à la BID.

## **V. RÉSULTATS DE L'AUDIT**

### **États des Fonds Reçus et Décaissements Effectués et des Investissements Cumulés**

#### **Opinion avec réserve**

À notre avis, à l'exception des faits mentionnés dans le paragraphe sur le « Fondement de l'Opinion avec Réserve » totalisant un montant de \$ 162,975 les états financiers du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti - III, géré par l'Unité Centrale d'Exécution du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (UCE-MTPTC) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 3085/GR – HA, pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021, présentent fidèlement, à tous égards importants, les Fonds Reçus et Décaissements Effectués pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021, ainsi que les Investissements Cumulés au 30 septembre 2021, conformément aux dispositions de l'Accord de Financement non Remboursable et aux principales conventions comptables décrites à la note 2.

### Fondement de l'opinion avec réserve

Tel que reflété à la note 9 relative au suivi des dépenses récusées et des différences non expliquées, les états financiers au 30 septembre 2021 comportent des :

· Dépenses récusées pour un montant total de :	\$ 157,560
· Différence non expliquée entre les dépenses aux livres et l'OPS	5,415
· Différence non expliquée au solde de l'encaisse	<u>( 872)</u>
	<b><u>\$ 162,103</u></b>

### Structure de Contrôle Interne

Nous avons analysé et évalué le système du contrôle interne, ainsi que les risques de contrôle de l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) afin de déterminer l'étendue des procédures d'audit à appliquer pour nous permettre d'émettre une opinion sur les états financiers du Programme et non dans le but de fournir une assurance sur la structure de contrôle interne de l'UCE-MTPTC. L'UCE-MTPTC à titre d'agent fiduciaire et financier, a la responsabilité d'établir et de maintenir une structure de contrôle adéquate.

Notre évaluation du contrôle interne de l'UCE-MTPTC a permis de révéler des lacunes, qui à notre avis, pourraient constituer des faiblesses pouvant empêcher la Direction de l'UCE-MTPTC d'enregistrer, de traiter, de résumer et de présenter les données financières conformément aux assertions de la Direction figurant aux états financiers. Ces lacunes portent sur ce qui suit :

#### Gestion Financière:

- Certaines dépenses ne sont pas supportées par des justificatifs adéquats et ne sont pas soumises à la BID dans les délais contractuels (Constatation No. 1)
- Le registre auxiliaire pour le suivi des cautions bancaires et des avances de démarrage maintenu par l'UCE-MTPTC n'est pas complet (Constatation No. 2)
- La production des états financiers n'est pas paramétrée sur ACCPAC (Constatation No. 3)
- Le registre d'équipements maintenu par l'UCE-MTPTC ne spécifie pas toutes les informations (Constatation No.4)

#### Passation de Marchés et Suivi Technique des activités mises en œuvre:

- Le Plan d'Opération Annuel n'a pas été soumis (Constatation No.5)

### Structure Organisationnelle:

- Le poste de Responsable Technique n'est pas pourvu (Constatation No. 6)

### Système Informatique:

- Il n'existe pas de plan de sauvegarde des données hors-site (Constatation No. 7)

### Suivi des recommandations de l'exercice antérieur

La Direction de l'UCE-MTPTC a pris certaines mesures correctives suite aux recommandations faites au précédent rapport d'audit. Le suivi de l'état de la mise en œuvre de ces recommandations est présenté dans la section pertinente de ce rapport.

### Commentaires de la Direction

Le présent rapport a été discuté avec la Direction de l'Unité Centrale d'Exécution du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (UCE-MTPTC) qui a soumis ses commentaires inscrits aux sections appropriées sur la structure de contrôle interne.

### Rapport d'assurance raisonnable sur la structure de contrôle interne

Nous avons également procédé à l'audit du système de contrôle interne de l'UCE-MTPTC et de l'AE-MTPTC, afin d'émettre une opinion sur la conformité de la conception et de l'efficacité opérationnelle du système de contrôle interne à l'égard de l'information financière. Les résultats de notre audit sont présentés dans un rapport sur l'évaluation du système de contrôle interne émis en date du 21 janvier 2022. Ce rapport doit être lu conjointement avec les états financiers.

*Experts Conseils & Associés*  
Comptables Agréés



**PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - III**

**GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES**

**TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)**

**FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)**

**ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3085/GR – HA**

**ÉTATS FINANCIERS**

**Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021**

**RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS**

Monsieur Gaëtan Youance, Ing.  
Coordonnateur  
Unité Centrale d'Exécution (UCE)  
Ministère des Travaux Publics, Transports et  
Communications (MTPTC)  
En ses bureaux  
Port-au-Prince, Haïti

Monsieur le Coordonnateur,

**Opinion avec réserve**

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti - III, géré par l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) (UCE-MTPTC) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 3085/GR – HA, qui sont composés de: l'État des Fonds Reçus et Décaissements Effectués pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021 et de l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2021.

À notre avis, à l'exception de l'effet d'éventuels redressements qui auraient été jugés nécessaires par rapport aux éléments mentionnés au paragraphe « Fondement de l'Opinion avec Réserve », les états financiers ci-joints présentent fidèlement, à tous égards importants les l'état des fonds reçus et décaissements effectués pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021 ainsi que les investissements cumulés au 30 septembre 2021, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la clause 5.03 de l'Accord de Don conclu entre le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) et la Banque Interaméricaine de Développement (BID), au Manuel destiné à la préparation des rapports financiers et à la gestion de l'audit externe des opérations financées par la BID et à la note 2.

### **Fondement de l'opinion avec réserve**

Tel que reflété à la note 9 relative au suivi des dépenses récusées et des différences non expliquées, les états financiers au 30 septembre 2021 comportent des :

•	Dépenses récusées pour un montant total de :	\$ 157,560
•	Différence non expliquée entre les dépenses aux livres et l'OPS	5,415
•	Différence non expliquée au solde de l'encaisse	( 872)
		<u>\$ 162,103</u>

Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti - III, conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Haïti et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### **Observations – Référentiel comptable et restriction à la diffusion et à l'utilisation**

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti - III No. 3085/GR – HA, de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées dans l'Accord de Don susmentionné. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Ministère des Travaux Publics Transports et Communications (MTPTC) et à la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti - III No. 3085/GR – HA et la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Cependant ce document peut devenir un document public, auquel cas sa distribution ne sera pas limitée. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

## **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation des états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à l'Accord de Financement non Remboursable No. 3085/GR-HA, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Programme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'institution ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Programme.

### **Responsabilités des auditeurs pour l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

### **Autres observations**

#### *Observation 1*

Les états financiers au 30 septembre 2020 ont été audités par une autre firme d'audit dont le rapport, en date du 5 avril 2021, exprimait une opinion avec réserve sur les états financiers pour un montant de \$ 171,017 ainsi constitué :

Dépenses récusées - non justifiées	\$ 157,549
Dépenses non présentées	2,530
Différence bancaire à régulariser	4,540
Différence non expliquée entre les dépenses aux livres et l'OPS	5,417
Différence non expliquée au solde de l'encaisse	981
<b>Total</b>	<b>\$ 171,017</b>



**Observation 2**

À la date de notre rapport, les travaux de réhabilitation du tronçon Plaisance – Ennery sont en arrêt, suite à la résiliation du contrat entre l'UCE-MTPC et la firme d'exécution tel que divulgué à la note 14.

*Experts Conseils et Associés*

Experts Conseils et Associés  
Comptables Agréés

16, Route du Canapé-Vert, Juvénat  
Pétion-Ville, le 21 janvier 2022



  
Ing Gaëtan Youance  
Coordonnateur



**PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - III**  
**GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES**  
**TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPC)**  
**FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAIN DE DÉVELOPPEMENT (BID)**  
**ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3085/GR-HA**

**ÉTATS DES INVESTISSEMENTS CUMULÉS**  
**AU 30 SEPTEMBRE 2021**

(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)

Composantes	Investissements Cumulés au 30 septembre 2020	Investissements de l'exercice terminé au 30 septembre 2021	Investissements Cumulés au 30 septembre 2021
Travaux Publics et Entretien	\$ 15,053,706	\$ 4,706,603	\$ 19,760,309
Gestion, Suivi et Supervision	6,828,638	392,376	7,221,014
Pavage Urbain à haute Intensité de MOD	7,605,789	309,145	7,914,934
Renforcement institutionnel et sécurité routière	1,493,990	-	1,493,990
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 30,982,123</b>	<b>\$ 5,408,124</b>	<b>\$ 36,390,247</b>

  
 Ing Gaëtan Y ouance  
 Coordonnateur

  
 Frantz Edouard Prinsson  
 Directeur Financier

**PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - III**  
**GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES**  
**TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)**  
**FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)**  
**ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3085/GR – HA**  
**ÉTATS FINANCIERS**  
**Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021**

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS**

**1. Description du Programme**

Le 18 février 2014, le Gouvernement de la République d'Haïti et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ont signé le contrat de Financement non Remboursable No. 3085/GR-HA, d'un montant de US \$ 50, 000,000 en vue de financer le Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti – III, sur une période de cinq (5) ans. La date du dernier décaissement, telle qu'amendée est prévue pour le 15 mars 2022.

Le Programme est géré par l'Unité Centrale d'Exécution (UCE), une cellule technique du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC).

Le Projet a pour objectif principal de contribuer à l'amélioration de la connectivité entre les différentes régions du pays, en réduisant les coûts de transport et les temps de parcours, promouvant ainsi l'intégration régionale et internationale et le développement économique. Les objectifs spécifiques du Projet sont : (i) la réhabilitation et l'amélioration du tronçon routier Ennery-Plaisance de la RN-1 ; (ii) l'entretien du tronçon réhabilité pendant deux (2) ans après l'achèvement des travaux ; (iii) l'amélioration des conditions de sécurité routière sur la route, réduisant le risque d'accidents impliquant des véhicules et des piétons ; (iv) le revêtement des principales rues des bourgs ; et (v) le renforcement institutionnel du secteur du transport en Haïti. Pour atteindre les objectifs décrits ci-dessus, le Projet comporte les quatre (4) composantes suivantes:

- **Composante 1: Travaux publics et entretien.**

Cette composante dont le budget est estimé à **US \$ 30, 960,000**, financera :

- La réhabilitation et l'amélioration du tronçon routier Ennery-Plaisance de la RN-1;
- L'entretien de ce tronçon pendant deux (2) ans après l'achèvement des travaux ;
- L'application d'un plan d'action pour la compensation et la réinstallation.

- **Composante 2 – Gestion, suivi et supervision**

Le budget alloué à cette composante est estimé à **US \$ 8, 170,000**. Ce financement appuiera trois (trois) types d'activités :

- La gestion des travaux par l'UCE-MTPTC ;
- La supervision des travaux par une firme de consultation ;
- Le suivi, l'évaluation et les audits financiers et environnementaux.

- **Composante 3 – Pavage urbain à haute intensité de main-d'oeuvre**

Cette composante dont le budget est estimé à **US \$ 8,390,000** financera :

- Le revêtement des rues principales de bourgs (maximum 5,000 résidents) et entend employer la population et des firmes locales. La participation des femmes sera encouragée.
- Le contrôle de la poussière dans les principales rues des bourgs par l'application d'abat-poussière avec comme objectif de réduire l'exposition de la population locale à la poussière. Le projet sera réalisé dans environ vingt (20) bourgs à être désignés par le Gouvernement d'Haïti.

- **Composante 4 – Renforcement institutionnel et sécurité routière**

Le budget alloué à cette composante est estimé à **US \$ 2,480,000** et appuiera cinq (5) types d'activités

- Les plans d'ingénierie et les études d'impact social et environnemental pour des opérations futures;
- L'équipement pour l'entretien pour les Directions Départementales;
- La ligne de base de la sécurité routière sur la RN-1;
- La campagne de communication sur la sécurité et un programme de prévention du VIH.

Le coût total du programme s'élève à **cinquante millions de dollars américains (US \$ 50,000,000)** et est financé sur les ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque. Un récapitulatif des coûts ventilés est présenté dans le tableau ci-dessous:

<b>Composantes</b>		<b>Budget alloué - BID</b>
<b>1.-</b>	<b>Travaux publics et entretien</b>	<b>\$ 30,960,000</b>
1.1	Travaux publics	29,360,000
1.2	Entretien routier	-
1.3	Atténuation sociale et environnementale	1,600,000
<b>2.-</b>	<b>Gestion, suivi et supervision</b>	<b>\$ 8,170,000</b>
2.1	Gestion UCE	1,385,000
2.2	Firme de supervision	6,085,000
2.3	Suivi	420,000
2.4	Évaluations	90,000
2.5	Audits financiers	190,000
<b>3.-</b>	<b>Pavage urbain haute intensité de main-d'oeuvre</b>	<b>\$ 8,390,000</b>
3.1	Pavage urbain	7,570,000
3.2	Programme contrôle de la poussière	820,000
<b>4.-</b>	<b>Renforcement institutionnel et sécurité routière</b>	<b>\$ 2,480,000</b>
4.1	Plans d'ingénierie et études	950,000
4.2	Équipement d'entretien direct - Départ	800,000
4.3	Ligne de base sec. route RN1	530,000
4.4	Campagne de communication	50,000
4.5	Intégration femmes / prévention du VIH	1,500,000
<b>TOTAL</b>		<b>\$ 50,000,000</b>

## 2. Principales Conventions Comptables

De l'avis de la Coordination de l'UCE-MTPTC, les états financiers ont été préparés adéquatement en faisant preuve de jugement dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après :

### Base de présentation

Les états financiers et l'état des investissements cumulés ont été préparés sur une base de comptabilité de caisse conformément aux dispositions de l'Accord de Financement et aux directives de la BID pour la présentation des rapports financiers. La comptabilité de caisse tient compte des transactions et opérations uniquement lorsque les fonds (et/ou l'équivalent des fonds) ont été reçus ou décaissés par l'entité, et non pas lorsqu'ils donnent lieu, augmentent ou créent des droits ou des obligations alors qu'aucun mouvement de fonds n'a eu lieu.

Les retenues de garantie sont présentées net des avances à l'état des fonds reçus et des décaissements effectués et à l'état des investissements cumulés.

### Financements

Les financements présentés aux états financiers sont constitués des paiements directs et des avances de fonds décaissées par la BID sur un compte spécial domicilié à la Banque de la République d'Haïti (BRH).

### Engagements contractuels

Les engagements contractuels représentent les balances dues sur les contrats de travaux, et services. Ils sont présentés à titre d'information.

### Monnaies

Les livres sont tenus en dollars américains et les états financiers sont présentés dans la même monnaie.

Les paiements en gourdes sont décaissés en dollars à leur valeur équivalente en gourdes selon le taux de change communiqué par la Banque de la République d'Haïti (BRH) aux différentes dates des transactions, qui a varié de HTG 63.6820 à HTG 98.8713 pour un dollar américain durant l'exercice terminé au 30 septembre 2021.

### Impôts et taxes

Les impôts et taxes applicables au Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti - III, exécuté par l'UCE-MTPTC, sont constitués du reversement des taxes et impôts prélevés à la source sur les employés et sur les contrats de services signés avec les consultants locaux et/ ou internationaux.

## 3. Encaisse

Aux 30 septembre 2021 et 2020, le solde de l'encaisse du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti – III, Accord de Don Non Remboursable No. 3085/GR-HA se présente comme suit :

	Au 30 septembre 2021	Au 30 septembre 2020
BRH - Dollars	\$ 511,751	\$ 325,637
Fonds de Roulement	12	12
Petite Caisse	29	1,030
	<u>\$ 511,792</u>	<u>\$ 326,679</u>

#### 4. Réconciliation des mouvements sur les comptes désignés au 30 septembre 2021

Les soldes des comptes désignés au 30 septembre 2021 se résument comme suit:

Solde des comptes désignés au 30 septembre 2020	\$	326,679
Avances reçues durant la période auditiée		3,500,000
Paiements directs de l'exercice		2,087,826
Fonds disponibles sur les comptes spéciaux		5,914,505
Dépenses totales de la période auditiée		<u>(5,408,124)</u>
Différence non expliquée de l'exercice antérieur		4,540
Différence non expliquée de cet exercice		<u>871</u>
<b>Excédent des montants reçus sur les montants décaissés</b>	<b>\$</b>	<b><u>511,792</u></b>

#### 5. Financements BID

Au 30 septembre 2021, la BID a décaissé 74% de sa contribution au Programme. Les contributions décaissées se présentent comme suit:

	Pour l'exercice		
	Au 30 septembre 2020	terminé au 30 septembre 2021	Au 30 septembre 2021
Avances de Fonds	\$ 18,233,342	\$ 2,087,825	\$ 20,321,167
Paiements directs	<u>13,080,000</u>	<u>3,500,000</u>	<u>16,580,000</u>
	<b><u>\$ 31,313,342</u></b>	<b><u>\$ 5,587,825</u></b>	<b><u>\$ 36,901,167</u></b>

Les avances de fonds et paiements directs décaissés durant l'exercice terminé au 30 septembre 2021 sont les suivants :

##### Avance de Fonds:

Requête No 72 - 8 décembre 2020	Avance de fonds	\$ <u>3,500,000</u>
<b>Total des Avances de Fonds</b>		<b><u>\$ 3,500,000</u></b>

##### Paiements Directs:

Requête No 69 - 23 novembre 2020	Paiement Direct	\$ 26,125
Requête No 73 - 29 avril 2021	Paiement Direct	85,251
Requête No 74 - 29 avril 2021	Paiement Direct	44,888
Requête No 75 - 29 avril 2021	Paiement Direct	<u>1,931,562</u>
<b>Total Requêtes des Paiements Directs</b>		<b><u>\$ 2,087,826</u></b>

## 6. Justification des fonds avancés et paiements directs durant l'exercice

Le montant des dépenses justifiées au cours de l'exercice terminé au 30 septembre 2021, s'élève à \$ 2, 167, 403. Ces dépenses ont été présentées aux requêtes de justification comme suit :

Portion Requête de justification No 71	\$	285,251
Requête de justification No 76		192,904
Requête de justification No 77		759,375
Requête de justification No 78		707,018 <sup>(1)</sup>
Requête de justification No 79		222,856 <sup>(1)</sup>
	<u>\$</u>	<u><b>2,167,404</b></u>

<sup>(1)</sup> La requête de justification No 78 a été soumise pour un montant de \$ 721,827 dont des dépenses d'un montant de \$ 14,809 ont été refusées par la BID. Ce montant a été resoumis à la BID et accepté à la requête # 79.

## 7. Dépenses effectuées non encore soumises

Au 30 septembre 2020, les dépenses effectuées non encore soumises à la BID totalisaient un montant de \$ 756,534. Ces dépenses ont été soumises aux requêtes Nos 70 et 71.

Durant l'exercice terminé au 30 septembre 2021, des dépenses totalisant un montant de \$5,408,124 ont été encourues dont \$ 2,087,825 sur base de paiements directs et \$2,167,404 sur base de justification d'avances de fonds, ramenant ainsi les dépenses effectuées non encore soumises au 30 septembre 2021 à un montant de \$ 1,155,467:

Dépenses effectuées non encore soumises au 30 septembre 2020		\$	756,534
Dépenses de l'exercice 2019-2020 soumises aux requêtes de justification suivantes:			
Requête de justification No 70	(653,523)		
Requête de justification No 71	<u>(100,439)</u>		<u>(753,962)</u>
Solde des dépenses non encore soumises de l'exercice antérieur		\$	<u>2,572</u>
Dépenses effectuées au cours de l'exercice sous audit		\$	5,408,124
Dépenses soumises durant l'exercice sous audit:			
Dépenses soumises pour justification (Note 6)	(2,167,404)		
Requêtes de Paiements Directs (Note 5)	<u>(2,087,825)</u>		<u>(4,255,229)</u>
Dépenses non encore soumises de l'exercice en cours		\$	<u>1,152,895</u>
Dépenses effectuées non encore soumises au 30 septembre 2021		<u>\$</u>	<u><b>1,155,467</b></u> <sup>(1)</sup>

(1) Ce montant est répartie comme suit:

Dépenses non encore soumises de l'exercice terminé au 30 septembre 2019	\$	2,530
Dépenses non encore soumises de l'exercice terminé au 30 septembre 2020		42
Dépenses non encore soumises de l'exercice terminé au 30 septembre 2021		<u>1,152,895</u>
<b>Total</b>	<b>\$</b>	<b><u>1,155,467</u></b>

## 8. Avances en Attente de Justification

Au 30 septembre 2020, le solde des avances en attente de justification était d'un montant de \$ 1, 250,719. Ce montant a été ramené à \$ 1, 829,362 au 30 septembre 2021:

Solde des avances à justifier au 30 septembre 2020	\$	1,250,719
Avances de fonds enregistrés au cours de l'exercice:		<u>3,500,000</u>
Avances disponibles	\$	<u>4,750,719</u>

Justification d'avances au cours de l'exercice:

Requête de justification No 70	(653,524)
Requête de justification No 71	(385,679)
Requête de justification No 76	(192,903)
Requête de justification No 77	(759,375)
Requête de justification No 78	(707,019)
Requête de justification No 79	<u>(222,857)</u>
Justification d'avances au cours de l'exercice:	<u>(2,921,357)</u>

## Solde des avances à justifier au 30 septembre 2021

	\$	<u><u>1,829,362</u></u>
<b>Avances en attente de justification présentées à l'OPS</b>	<b>\$</b>	<b><u><u>1,829,362</u></u></b>

Le solde des avances en attente de justification au 30 septembre 2021 d'un montant de \$ 1,829,362 est ainsi constitué:

Encaisse	\$	511,792
Dépenses effectuées non encore soumises à la BID (Note 7)		1,155,467
Dépenses récusés par la BID (Note 9)		157,560
Différence non expliquée de l'exercice 2020		4,540
Différence non expliquée de l'exercice 2021		<u>3</u>
<b>Différence non expliquée</b>	<b>\$</b>	<b><u><u>1,829,362</u></u></b>



### 9. Dépenses récusées et différences non expliquées au 30 septembre 2021

Au 30 septembre 2021, les dépenses récusées totalisent un montant de \$ 157,560 ainsi constitué:

<u>Dépenses récusées</u>				
Exercices	Requêtes	Dépenses Soumises	Dépenses Acceptées	Dépenses Récusées
2017	Requêtes Nos ...	\$ -	\$ -	\$ 155,975
2019	Requête No 50	335,659	334,085	1,574
2021	Requête No 71	385,689	685,678	11
		<u>\$ 721,348</u>	<u>\$ 1,019,763</u>	<u>\$ 157,560</u>

Les dépenses récusées et différences non expliquées se résument comme suit au 30 septembre 2021:

Dépenses récusées pour un montant total de	\$ 157,560
Différence non expliquée entre les dépenses aux livres et l'OPS	5,415
Différence non expliquée au solde de l'encaisse	872
<b>Total</b>	<b><u>\$ 163,847</u></b>

### 10. État des Soldes Budgétaires

L'État des Soldes Budgétaires est présenté à l'Annexe I.

### 11. Réconciliation par Catégories d'Investissement entre les Registres du Programme et l' OPS (Operational and Financial Executive Summary) de la BID

La réconciliation de l'OPS de la BID avec les registres comptables du Programme est présentée à l'Annexe II.

### 12. Engagements

Au 30 septembre 2021, le solde des engagements contractés dans le cadre du Programme s'élève à un montant de \$ 1,908,438 dont les détails sont présentés à l'Annexe III.

### 13. Equipements

La liste des équipements est présentée à l'Annexe IV.

**14. Arrêt des travaux sur le tronçon Plaisance – Ennery**

Au 30 septembre 2021, le budget de la composante de travaux sur le tronçon Ennery – Plaisance de la Route Nationale #1 est de \$ 21,650546 et les décaissements effectués de 16,347,429. En date du 13 octobre 2020, le Contrat #AOI-001/14/3085 engagé entre l'UCE-MTPTC et la firme d'exécution pour la Réhabilitation de ce tronçon a été résilié, suite aux recommandations de la BID. Le montant de l'évaluation finale incluant le dernier décompte, net des avances et retenues de garantie estimé à \$ 1,931,562, a été payé par paiement direct au cours du mois de mai 2021.

Après la résiliation de ce contrat, un appel d'offres a été lancé pour l'achèvement de ce tronçon et les négociations ont commencé avec la firme attributaire pour la signature du contrat. Cette activité sera prise en charge par les fonds de financement BID 3085 et 4618. Il convient toutefois de mentionner que la firme attributaire s'est retirée du chantier voisin Plaisance – Camp Coq pour entre autres évoque t-elle des conditions d'insécurité qui sévissent dans le pays.

**15. Évènements subséquents**

En préparant les états financiers, la Direction de l'UCE-MTPTC a examiné tous les événements connus qui ont pris place entre le 30 septembre 2021 et le 21 janvier 2022, date à laquelle les états financiers et les notes complémentaires ont été émis.

**PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - III**  
**GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES**  
**TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)**  
**FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)**  
**ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3085/GR-HA**  
**SOLDES BUDGÉTAIRES**  
**AU 30 SEPTEMBRE 2021**

(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)

Composantes	SOMMES BUDGÉTISÉES	INVESTISSEMENTS CUMULÉS AU 30 SEPTEMBRE 2021	SOLDES BUDGÉTAIRES AU 30 SEPTEMBRE 2021
Travaux Publics et Entretien	\$ 30,960,000	\$ 19,760,309	\$ 11,199,691
Gestion, Suivi et Supervision	8,170,000	7,221,014	948,986
Pavage Urbain à haute Intensité de MOD	8,390,000	7,914,934	475,066
Renforcement institutionnel et sécurité routière	2,480,000	1,493,990	986,010
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 50,000,000</b>	<b>\$ 36,390,247</b>	<b>\$ 13,609,753</b>

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - III  
 GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES  
 TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)  
 FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)  
 ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3085/GR-HA

ANNEXE II

RÉCONCILIATION DE L'OPS DE LA BID AVEC LES REGISTRES COMPTABLES DU PROGRAMME  
 AU 30 SEPTEMBRE 2021  
 (Exprimée en dollars des États-Unis d'Amérique)

Composantes	BUDGET	DÉPENSES ACCEPTÉES	DÉPENSES EFFECTUÉES NON ENCORE SOUMISES	DÉPENSES RÉCUSÉES	DIFFÉRENCE NON EXPLIQUÉE	DÉPENSES TOTALES AUX LIVRES	DÉPENSES PRÉSENTÉES À L'OPS 1 AU 30 SEPTEMBRE 2021	DIFFÉRENCE
Travaux Publics et Entretien	\$ 30,960,000	\$ 18,772,898	\$ 1,031,778	\$ 30,115	\$ -	\$ 19,760,309	\$ 18,772,898	\$ 987,411
Gestion, Suivi et Supervision	8,170,000	6,946,522	51,314	119,035	9,528	7,221,014	6,946,522	274,492
Pavage Urbain à haute Intensité de MOD	8,390,000	7,767,451	72,375	6,825	(3,135)	7,914,934	7,767,451	147,483
Renforcement institutionnel et sécurité routière	2,480,000	1,584,934	-	1,585	(978)	1,493,990	1,584,934	(90,944)
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 50,000,000</b>	<b>\$ 35,071,805</b>	<b>\$ 1,155,467</b>	<b>\$ 157,560</b>	<b>\$ 5,415</b>	<b>\$ 36,390,247</b>	<b>\$ 35,071,805</b>	<b>\$ 1,318,442 <sup>(1)</sup></b>

<sup>(1)</sup> La différence de \$ 1,318,442 est constituée:

des dépenses non encore soumises	\$ 1,155,467
des dépenses récusées	157,560
d'une différence non expliquée	<u>5,415</u>
<b>TOTAL</b>	<b>\$ <u>1,318,442</u></b>

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - III  
 GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU MINISTÈRE DES  
 TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)  
 FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)  
 ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3085/GR-HA

## TABLEAU DES ENGAGEMENTS

AU 30 SEPTEMBRE 2021

(Exprimé en dollars des États-Unis d'Amérique)

	Composante	Description	PRISME	Entrepreneurs/prestaires	Montants contrat signés	Montants décaissés	Solde des engagements
1	Travaux publics et entretien	Réh. Ennery-Plaisance/RN1	HAB1329	Honguyan/Wenling	\$ 16,434,083	\$ 16,347,428	\$ 86,655
2	Expropriations RN1				1,976,548	1,979,062	(2,514)
3	Gestion UCE	Depenses petite caisse			18,000	16,971	1,029
4	Gestion UCE	Frais bancaire			15,000	14,239	761
5	Firme de supervision	Supervision Ennery-Plaisance/RN1		AC & A/CSI Ingenieros	5,070,610	4,427,483	643,126
6	Firme de supervision	Surveillance travaux achevement RN1		AC & A/CSI Ingenieros	166,012	145,872	20,140
7	Firme de supervision	Consultant Supervision Mission Controle/Enn-Plais	HAA6732	TECHNIPLAN/CECOM	1,274,299	680,864	593,435
9	Suivi	Consultant Supervision pavage Vieux Bourg/Aquin		Kepler DOLISCAR	49,464	23,591	25,873
10	Suivi	Contrat 2/Consultant Superv pavage Vieux Bourg/Aquin		Kepler DOLISCAR	16,772	13,815	2,956
11	Suivi	Reparation d'urgence reseau hydraulique Vieux B/Aquin		Philippe Eliscar	11,234	-	11,234
12	Pavage urbain	Rehab Nippes-Arnaud, Plaisance		PISACO	916,503	669,765	246,738
13	Pavage urbain	Pavage rues urbaines Vieux Bourg d'Aquin lot 1		SOGEDCO	439,124	239,337	199,788
14	Pavage urbain	Pavage rues urbaines Vieux Bourg d'Aquin lot 2		FICOSA	199,822	156,583	43,239
15	Programme de contrôle de la p	Supervision voies d'accès CARACOL	HAA4821	AC&C/FASGEL	101,794	68,518	33,276
16	Ligne de base secteur routier R	Plan d'Action National de Sécurité Routière	HAA6437	Consia	424,143	421,443	2,701
					<b>\$ 27,113,408</b>	<b>\$ 25,204,970</b>	<b>\$ 1,908,438</b>

**PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI - III**  
**GÉRÉ PAR L'UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE) DU**  
**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)**  
**FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)**  
**ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 3085/GR-HA**  
**MATÉRIELS ET ÉQUIPEMENTS**

**Au 30 septembre 2021**

**(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)**

	<b>Au 30 septembre 2020</b>	<b>Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021</b>	<b>Au 30 septembre 2021</b>
Mobiliers et Matériels de Bureau	\$ 7,225	\$ -	\$ 7,225
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 7,225</b>	<b>\$ -</b>	<b>\$ 7,225</b>